

KRISZTIAN BENE

## LES ATROCITES COMMISES PAR LA LVF EN URSS<sup>1</sup>

### Introduction

Le phénomène de la collaboration militaire française est méconnu et très peu populaire en France, mais appartenant à l'histoire française, il mérite d'être connu. La France connaît une situation particulière en 1940. Malgré le fait qu'elle est l'adversaire de l'Allemagne et possède une armée puissante, la France est vaincue et son territoire est occupé par cet ennemi. L'armée française subit une défaite complète lors de la campagne de 1940 et le gouvernement est obligé de signer un armistice dont les conditions sont sévères. Le pays est divisé en deux, le Nord et la côte atlantique sont occupées par les Allemands, l'effectif de l'armée d'armistice est limité en 100 mille personnes et le gouvernement doit financer les frais de l'armée d'occupation allemande. La plupart des Français optent pour la neutralité, quelques-uns choisissent la résistance en étranger ou en France et il y en a certains qui voient une grande opportunité dans la collaboration avec les autorités allemandes.

Dans le cadre de cette étude, on essaie de présenter un élément très important de ce phénomène : le parcours de la *Légion des volontaires français contre le bolchevisme* (LVF) créée en 1941, déployée comme unité combattante en URSS de 1941 en 1944 et son implication dans les atrocités commises contre la population civile soviétique.

### La naissance de la LVF

Les chefs des partis collaborationnistes demandent au Maréchal Pétain l'autorisation de créer une Légion antibolchevique française le 23 juin 1941, c'est-à-dire le lendemain de l'invasion

---

<sup>1</sup> Cette étude a été subventionnée par la bourse de recherche János Bolyai de l'Académie hongroise des sciences.

Cette étude est basée sur les résultats des recherches publiés dans mon livre abordant le sujet de la collaboration militaire française. Cf. BENE, 2012.

allemande de l'URSS,. Cette unité spéciale serait destinée à participer aux combats sur le front de l'Est aux côtés de l'armée allemande. Le chef du Parti populaire français (PPF), Jacques Doriot, réclame à cette occasion: « [...] nous demandons le droit pour les volontaires de combattre aux côtés des Espagnols, des Finlandais, des Roumains »<sup>2</sup>.

Cependant, Vichy n'a pas l'intention de supporter la création ou l'équipement de cette formation spéciale. Par conséquent, bien que le gouvernement français autorise les engagements dans la Légion, il refuse catégoriquement de donner l'aide matérielle nécessaire à la réalisation de cette entreprise<sup>3</sup>. En même temps, c'est l'ambassadeur allemand à Paris, Otto Abetz, qui soutient le projet et obtient l'autorisation d'Hitler à l'établissement de l'unité<sup>4</sup>. Les conditions posées par les Allemands sont toutefois sévères. Les volontaires ne peuvent s'engager qu'à titre individuel, leur nombre ne peut dépasser quinze mille et ils doivent être exclusivement recrutés en zone occupée. Ces restrictions doivent naturellement garantir une incontestable tutelle allemande sur l'unité française<sup>5</sup>.

Les chefs des partis collaborationnistes les plus influents sont convoqués par Abetz à l'Hôtel Majestic à Paris, siège du gouvernement militaire allemand en France, le 7 juillet 1941. L'ambassadeur informe les participants (notamment Jacques Doriot, Marcel Déat, Marcel Bucard, Pierre Costantini, Pierre Clémenti, Jean Boissel et Paul Chack<sup>6</sup>) des conditions du gouvernement allemand. Les chefs collaborationnistes les acceptent à l'unanimité et fondent la *Légion des volontaires français contre le bolchevisme* sous la forme d'une association privée à but non lucratif, conformément à la loi de juillet 1901. Son objectif premier est la participation à la lutte contre le bolchevisme<sup>7</sup>.

---

<sup>2</sup> AN F 60 235. Étude sur la LVF, 2-3.

<sup>3</sup> IHTP 72 AJ 258, 232. Texte de Henri Michel, 10-11.

<sup>4</sup> LAMBAUER, 2001, 401-402.

<sup>5</sup> IHTP 72 AJ 258, 232. Soldats français sous uniformes allemands, 1941-1945, 3.

<sup>6</sup> Ce dernier est le fondateur du Comité d'action antibolchevique.

<sup>7</sup> AN F 60 235. Statuts de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme.

### **Le recrutement**

Après l'annonce de la création de l'unité par un communiqué dans la presse et à la radio le 8 juillet, le secrétariat général de la LVF, agissant sous la tutelle d'un comité central composé par les fondateurs et présidé par Eugène Deloncle, commence le recrutement. L'activité des 170 bureaux de recrutement est soutenue par un comité d'action établi en zone non-occupée<sup>8</sup>. Pour son recrutement, l'association utilise les bureaux des partis collaborationnistes ainsi que des boutiques ayant appartenu à des Juifs et réquisitionnées<sup>9</sup>.

Malgré l'immense campagne de propagande en faveur de la LVF, le montant important des soldes, les indemnités et les allocations généreuses, le nombre des volontaires ne dépasse pas 2 500 à 3 000 hommes à l'été 1941. Les chiffres importants annoncés par la presse et les promesses grandioses des partis n'ont aucune réalité. Par ailleurs, l'examen médical réalisé par des médecins allemands et français est extrêmement sévère : environ la moitié des volontaires est éliminée. Cela n'empêche pas les chefs des partis collaborationnistes à faire enrôler des hommes qui leur sont favorables malgré la condition physique souvent discutable de ces derniers au regard des exigences allemandes<sup>10</sup>.

L'effectif de la LVF, selon un rapport officiel du 4 janvier 1943, est de 42 officiers, 260 sous-officiers et 2 400 hommes de troupe sur le front ; tandis que 49 officiers, 130 sous-officiers et 425 hommes de troupe se trouvent dans les dépôts de Versailles et de Guéret<sup>11</sup>. Selon des estimations basées sur l'analyse de différentes sources, on estime que 13 400 personnes se sont engagées dans la LVF. Parmi elles, 4 600 ont été refusées lors de la visite médicale et 3 000 ont été écartées pour des antécédents judiciaires douteux. Par conséquent, le nombre des volontaires retenus n'est que de 5 800 hommes en trois ans<sup>12</sup>.

La plupart des volontaires ont entre 20 et 30 ans, mais les officiers et les sous-officiers sont généralement plus âgés. Parfois,

---

<sup>8</sup> AN F 60 235. Étude sur la LVF, 4-5.

<sup>9</sup> SHD 2 P 14. Rapport du lieutenant Ourdan, 3-6.

<sup>10</sup> BAMA N 756/201. Die französische Freiwilligen-Legion, 4.

<sup>11</sup> SHD 2 P 14. Rapport du 4 janvier 1943.

<sup>12</sup> SHD 2 P 14. Divers rapports.

ils dépassent les 40 et même les 50 ans. Le lieutenant Ourdan explique : « *En ce qui concerne la question "âge", le colonel Labonne a 68 ans. L'âge des capitaines oscille de 45 à 65 ans et celui des lieutenants de 25 à 55 ans, avec une forte proportion de ces derniers se situant entre 40 et 50 ans. Moi-même, avec mes 35 ans, je peux passer pour un benjamin* »<sup>13</sup>.

Bien qu'il y ait des hommes motivés par des convictions politiques, idéologiques ou un goût de l'aventure au sein de la Légion, leur plupart sont motivés par le montant de la solde : « *La Légion Française contre le Bolchevisme se compose de 70 pour cent de pauvres hères et traîne-savates et d'hommes à tous faire* »<sup>14</sup>.

### **L'instruction des volontaires**

Bien que l'instruction de base des volontaires commence à Versailles, l'état-major allemand envoie très vite les engagés à l'instruction dans le camp de Deba (Debica en polonais), en Pologne occupée. Le cadre d'instruction du camp qui se trouve à 150 kilomètres à l'Est de Cracovie est constitué de 213 officiers, sous-officiers et hommes de troupe allemands sous les ordres du commandant Hjalmar Hammerschmidt. Parmi eux, 61 soldats francophones sont responsables de la formation des Français<sup>15</sup>.

La LVF constitue officiellement le 638<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la Wehrmacht (*Französische Infanterie-Regiment 638*) sous les ordres du colonel Roger Labonne. Appréciant sa neutralité vis-à-vis des partis politiques français, l'état-major allemand lui confie le commandement du régiment. Malgré la confiance des Allemands, l'avis d'un de ses hommes est sans appel : « *un militaire inconnu qui eût gagné à le demeurer [...] parce qu'il s'avéra notoirement incapable* »<sup>16</sup>.

Le premier contingent, comptant 25 officiers, 803 sous-officiers et hommes de troupe, arrive au camp de Deba le 8 septembre et constitue le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment. Le deuxième contingent de volontaires formé de 17 officiers et 150 sous-officiers et 619 hommes de troupe arrive le 20 et forme le II<sup>e</sup>

---

<sup>13</sup> SHD 2 P 14. Rapport du lieutenant Ourdan, 10.

<sup>14</sup> AN F 60 1688. Rapport du 15 mai 1942.

<sup>15</sup> BAMA RH 53-23/50. Légion française, 103-104.

<sup>16</sup> Cité par BROCHE, 2002. 213.

bataillon<sup>17</sup>. Un troisième (21 officiers, 125 sous-officiers et 498 hommes) et un quatrième (3 officiers, 224 sous-officiers et hommes du rang) contingents les suivent le 12 et le 28 octobre<sup>18</sup>. Tandis que les premiers constituent la compagnie d'état-major, les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> compagnies, les derniers, n'ayant aucune instruction militaire, sont distribués parmi les différentes unités de la Légion à la veille du départ au front<sup>19</sup>.

Un autre problème important est le moral des engagés qui apprennent seulement après leur arrivée qu'ils seront obligés de porter l'uniforme de l'armée allemande. Apparemment, un certain nombre d'engagés ont protesté et refusé le port de l'uniforme allemand. Bien que théoriquement la loi militaire allemande sanctionne sévèrement ce manque de discipline, les premiers réfractaires (une soixantaine de personnes dont huit officiers) ne sont pas condamnés mais simplement renvoyés en France le 18 octobre<sup>20</sup>.

La prestation de serment à Adolf Hitler constitue aussi une épreuve pour les légionnaires qui ne peuvent y échapper dans la mesure où Hitler est le chef suprême de l'armée allemande. Il existe indéniablement une forte réticence dans les rangs des volontaires, mais ceux-ci n'ont pas le choix : soit la prestation de serment, soit la prison<sup>21</sup>.

L'instruction militaire assurée par les cadres allemands est rude mais efficace : des connaissances théoriques, des exercices de maniement des armes et de longues marches<sup>22</sup>. Cependant cet entraînement accéléré ne dure que quelques semaines et ne donne que des résultats modestes. Les connaissances militaires des hommes de la troupe restent limitées<sup>23</sup>.

La situation des officiers est semblable. Les cadres de qualité font cruellement défaut<sup>24</sup>. Les restrictions au recrutement en France ne permettent pas l'enrôlement des cadres nécessaires à la

---

<sup>17</sup> BAMA RS 3-33/3. 7.

<sup>18</sup> RH 53-23/49. 75.

<sup>19</sup> SHD 2 P 14. Rapport du lieutenant Ourdan, 20-21.

<sup>20</sup> BAMA RS 3-33/3. 8.

<sup>21</sup> DELARUE, 1968. 182.

<sup>22</sup> BAMA RH 53-23/49. 7-10.

<sup>23</sup> SHD 2 P 14. Rapport du 24 juin 1943 du commandant Simoni, 2.

<sup>24</sup> SHD 2 P 14. Rapport du lieutenant Ourdan, 10.

Légion car le gouvernement français n'autorise pas les officiers en congé d'armistice à s'engager dans la LVF. Le colonel Labonne est donc obligé de nommer des officiers à partir des éléments disponibles dans le camp de Deba<sup>25</sup>.

### **Le front et la chasse aux partisans**

Ces hommes forment le 638<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la Wehrmacht qui, après une instruction hâtive et incomplète, doit partir au front de l'Est pour participer aux combats devant les portes de Moscou<sup>26</sup>. Les soldats français relèvent une unité bavaroise dans la première ligne à la fin du mois de novembre et participent à la dernière offensive de grande envergure lancée pour prendre la capitale soviétique le 1<sup>er</sup> décembre qui se solde par un échec sanglant<sup>27</sup>. Cette faible performance et les pertes importantes (50 morts, environ 600 blessés et malades) nécessitent la relève de l'unité qui doit quitter la première ligne pour recevoir une instruction supplémentaire à l'arrière-pays<sup>28</sup>.

La LVF est dirigée au camp de Kruszyna en Pologne occupée où elle subit une réorganisation, une dépolitisation et une épuration à côté de l'instruction militaire nécessaire<sup>29</sup>. En été 1942, les soldats des deux bataillons français contrôlés et dirigés par des états-majors de liaison allemands sont déployés séparément en Russie et en Biélorussie pour participer aux opérations lancées contre les partisans<sup>30</sup>. Malgré le fait que cette mission est peu glorieuse et en même temps très dangereuse, les Français luttent efficacement contre les partisans. Ce fait est reconnu et récompensé par le commandement allemand qui ordonne la reconstitution du régiment français à trois bataillons en octobre 1943, ainsi tous les soldats de la LVF luttent ensemble en Biélorussie<sup>31</sup>. Ce combat difficile, mais souvent victorieux, cause des pertes importantes, ainsi la relève de l'unité devient

---

<sup>25</sup> BRUNET, 1986. 368.

<sup>26</sup> LARFOUX, 2008. 15-16.

<sup>27</sup> BRUNET, 1986. 372-373.

<sup>28</sup> BAMA RH 26-211/43b.

<sup>29</sup> BROCHE, 2002. 218.

<sup>30</sup> RUSCO, 1998. 32-35.

<sup>31</sup> LABAT, 2006. 184-185.

nécessaire en juin 1944. Malgré l'ordre de retraite, la LVF participe aux luttes défensives menées contre les troupes de l'Armée rouge et elle est capable de stopper l'avance des unités soviétiques pendant deux jours<sup>32</sup>. Cependant elle subit de graves pertes qui entraînent la dissolution du régiment dont les survivants sont versés d'office à la Waffen-SS<sup>33</sup>.

### Les atrocités

On est dans une situation difficile quand on essaye de présenter le rôle de la LVF dans les atrocités commises contre la population civile soviétique lors de son engagement de trois ans aux arrières du front. D'une part, on possède des documents prouvant la responsabilité de certains officiers des massacres de civils lors des opérations de ratissage réalisées par les légionnaires français.

Un dialogue beaucoup de fois cité semble bien illustrer le rôle de la LVF dans les atrocités commises sur le front de l'Est :

« - Vous opérez contre les partisans, n'est-ce pas ? Comment ça se passe-t-il ?

- A chaque coup, y décrochent, se perdent dans la nature. C'est grand là-bas. Les forêts... Alors on brûle les villages d'où y sont sortis, où y pourraient y revenir se ravitailler. Ça brûle bien, tout en bois.

- Les habitants de ces villages ?

- On les zabralize...

- Comment dis-tu ?

- On les rectifie, quoi !

- Tous ?

- Tout le paquet.

- Les mêmes ?

- Les mêmes aussi. On ne va pas les laisser seuls sur la neige.

On est humain ! Dans l'ensemble, c'est un boulot plutôt marrant. »<sup>34</sup>

Si on ajoute les informations venant des archives, cette image sombre est apparemment confirmée par des rapports officiels

---

<sup>32</sup> SAINT-LOUP, 1963, 445-446.

<sup>33</sup> DELARUE, 1968, 232-233.

<sup>34</sup> Cité par AMOUROUX, 1978, 331.

écrits par le commandant Simoni, officier le plus farouche dans les combats menés contre les partisans. Comme il a remarqué dans un de ses rapports : « Dans ces régions, tout le monde est ennemi. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir des neutres... [...] La plupart des habitants mâles (de 18 à 45 ans) étaient eux-mêmes des partisans, et leurs femmes étaient d'un fanatisme égal. Le chef du village (en somme, la starostyna) du Sytch était une femme bolchevick. Les enfants avaient pour mission, lors de l'arrivée des troupes dans un village, d'aller prévenir les autres villages et les occupants du camp. »<sup>35</sup>

Les conséquences de cette conviction sont évidentes : des atrocités commises contre la population locale et le massacre de civils décrits par le même rapport. « Le lendemain au départ, je fis incendier le village... [...] Là également, je fis exécuter les hommes. Il se peut que dans le feu de l'action, des légionnaires, indisciplinés par essence et d'ailleurs pour la plupart extrêmement impulsifs, aient abattu des femmes et des enfants. Tout ce que l'on peut dire à ce sujet, est qu'il s'agissait de femmes aussi fanatiques et aussi déterminées que les hommes. » Le nombre de ces derniers est estimé à une trentaine.<sup>36</sup>

Outre cette preuve évidente, on possède aussi une lettre du commandant écrit pour le chef de l'état-major de liaison allemand pour expliquer le comportement de ses subordonnés accusés de viol, de vol et de meurtre : « 2. Toutes les affirmations, sans exception des femmes et des filles russes prétendant avoir été violées sont radicalement fausses. Je m'en porte personnellement garant, ayant assisté aux interrogatoires. L'affaire de la fille à laquelle "un Français enfonce avec le crâne de son fusil" est tellement grotesque, que l'on se demande comment la G.F.P. peut prendre au sérieux des mensonges aussi monumentaux et classiquement russes. 3. Au sujet des effets volés – ou prétendument volés, je m'étonne qu'il n'y ait pas davantage de réclamations. Voyant qu'il leur est donné raison, les Russes réclament tous et reconnaissent partout des objets leur appartenant. Bien entendu, il n'y a jamais eu de vols à main armée. [...] 5. Je couvre entièrement mes subordonnés quels qu'ils soient, si la G.F.P. a l'intention de faire passer quelqu'un devant un Tribunal Militaire, ce sera donc moi-même, seul responsable de tout ce qui a été commis à Dubowoje, où j'ai agi dans l'intérêt du Reich, et non dans le mien ; où j'ai arrêté des amis de

---

<sup>35</sup> SHD 2 P 14. Rapport du 29 juin 1943 du commandant Simoni, 3.

<sup>36</sup> Ibid. 6.



*partisans et pris des chevaux, mais où personne n'a été ni tué ni violé.<sup>37</sup> »*

Un autre cas similaire est lié au nom du lieutenant Dagostini qui mène une opération de représailles contre les habitants du village Kotovo où son unité était embusquée dix jours plus tôt et exécute plusieurs paysans. Il est traduit devant un conseil de guerre allemand qui l'acquitte, mais le rapatrie immédiatement.<sup>38</sup>

Même le commandant Simoni qui ne se sent pas coupable essaye d'expliquer les causes de tels actes et il cherche des excuses en évoquant les instructions allemandes reçues lors de l'entraînement : « Conduite à tenir dans un village suspect. Ayant pénétré dans un village suspect, convoquer le staroste, otage à priori. Rassembler la population mâle et femelle et enfants aussi sous la menace des mitrailleuses. Ne pas hésiter à abattre le staroste s'il semble mentir. Le remplaçant parlera aussitôt. Conduite à tenir envers les partisans capturés et envers leurs complices : "Les pendre uniformément, les femmes comprises après un interrogatoire – (motif : éviter le gaspillage de munitions). Faire creuser leur tombe, auparavant par les intéressés. Laisser les pendus exposés pendant 24 heures et les faire enterrer ensuite. Les unités de SS qui avaient opéré des nettoyages dans la région de Borissow, en septembre-octobre 1942, avaient entièrement détruit par le feu les villages ennemis ou suspects, et exécuté militairement tous les éléments suspects des populations. »<sup>39</sup>

Cette défense n'est appréciée ni par le commandement allemand, ni par celui français, ainsi le colonel Puaud, récemment nommé à la tête du régiment reconstitué, le relève et le rapatrie : « Le commandant Simoni, relevé de son poste et que je vais réilier de la LVF pour atrocités (je vous rendrai compte de mon enquête au retour) avait été remplacé par le capitaine Poisson... »<sup>40</sup>

## Conclusion

En même temps, il faut admettre qu'on ne possède d'autre document officiel concernant les abus d'autres officiers que ceux

---

<sup>37</sup> AN 3W63. Lettre du 11 février 1943 de Simoni.

<sup>38</sup> BAMA RS 3-33/3. 26-27.

<sup>39</sup> SHD 2 P 14. Rapport du 29 juin 1943 du commandant Simoni, 3.

<sup>40</sup> AN 3W63. Lettre du 7 juin 1943 du colonel Puaud adressée au général Bridoux, 2.

par rapport à Simoni et Dagostini. Naturellement, l'historien généralise souvent à partir des informations partielles pour arriver à des conclusions générales, mais dans ce cas, le manque d'autres dossiers similaires nous oriente vers la constatation que ces excès honteux pouvaient être plutôt des actes particuliers liés au comportement de ces personnes et pas ceux généraux caractérisant les quotidiens de la Légion en Union soviétique.

Ça ne veut pas dire que la LVF aurait des relations chaleureuses avec les populations locales (malgré le fait qu'au début il y en avait des exemples<sup>41</sup>), mais dans la majorité des cas les civils étaient indifférents aux différents camps et ont coopéré avec les partisans et les soldats de l'armée d'occupation sans faire la différence entre eux. Même parfois il y avait des courtes périodes de cessez-le-feu de fortune entre ces derniers quand, selon certaines rumeurs mentionnées en plusieurs sources, ils buvaient ensemble lors d'une rencontre par hasard.<sup>42</sup>

Malgré cette situation ambiguë et le manque des actes violents de grande envergure, les vols et les pillages sous prétexte de réquisition sont tout à fait quotidiens, par conséquent le « butin » des légionnaires est tellement considérable que tous les légionnaires possèdent un propre chariot pour le transporter. Même ils emploient des conducteurs soviétiques (souvent des jeunes filles) pour s'occuper du véhicule et des chevaux. La colonne d'une seule compagnie a une longueur de plusieurs kilomètres et parfois même le commandement allemand ne peut pas distinguer la Légion portant des vêtements locaux (des chapkas et des manteaux de fourrure) et des armes soviétiques (surtout des mitraillettes PPSH-41) des partisans opérant dans la région.<sup>43</sup>

Si on les compare avec leurs homologues hongrois présents sur le front de l'Est pendant à peu près la même période (fin de 1941-milieu de 1944), on constate que l'incendie des villages et le massacre de la population civile sont des crimes récurrents. Selon les données officielles, 80-90 pour cent des partisans éliminés sont des civils qui sont massacrés lors des actions de représailles, ainsi les soldats hongrois sont responsables de l'assassinat de plus de

---

<sup>41</sup> ANONYME, 1948. 33-34.

<sup>42</sup> *Idem.*

<sup>43</sup> DUPONT, 2002. 150.

15 mille citoyens civils soviétiques. Malgré le fait qu'un grand nombre de soldats sont impliqués dans ces crimes de guerre, ils ne sont pas traduits devant le tribunal pour leurs actions pendant et après la guerre. Dans le cas des unités hongroises, ces atrocités sont liées aux opérations militaires et elles sont causées avant tout par le manque de possibilités de lutter efficacement contre les partisans. Selon les statistiques, ces excès disparaissent à partir d'automne 1942 quand la nature du déploiement des troupes change et elles commencent à assurer la protection des voies ferrées.<sup>44</sup>

Pour conclure, on peut voir que les légionnaires de la LVF sont responsables de certaines atrocités commises contre la population civile soviétique (comme par exemple les membres de l'armée d'occupation hongroise avec qui les Français ont servi ensemble lors de certaines opérations)<sup>45</sup>, mais les abus les plus graves ont été réalisés par quelques officiers et leurs subordonnés directs, ils ne faisaient pas partie d'un phénomène général. Par conséquent, selon l'état actuel des recherches, on ne peut pas accuser l'organisme français comme auteur de majeures crimes de guerre.

## **Bibliographie**

### **Sources d'archives**

Archives nationales (Paris) :

AN F 60 1688. Les groupements collaborationnistes, LVF, Légion tricolore, Waffen-SS français.

AN F 60 235. Groupements et partis politiques, LVF, Légion tricolore.

Bundesarchiv-Militärarchiv (Freiburg) :

BAMA N 756/201. 638. Infanterie Regiment, Légion française (LVF).

BAMA RH 26-221/43b. 221. Sicherungsdivision.

BAMA RH 53-23/49. Légion française.

---

<sup>44</sup> UNGVÁRY, 2005. 132-135., 142-144.

<sup>45</sup> P. ex. dans les grandes opérations de ratissage lancées en 1942. BAMA N 756/201. 638. Rapport du 19 août 1942 sur les plans de l'opération « Greif ».

BAMA RH 53-23/50. LVF.  
BAMA RS 3-33. Waffen-Grenadier-Division der SS  
"Charlemagne" (französische Nr. 1.).  
Institut d'histoire du temps présent (Paris) :  
IHTP 72 AJ 258, 232 14.  
Service historique de la défense (Vincennes) :  
SHD 2 P 14. Légion tricolore, LVF.

### **Livres**

AMOUROUX 1978 = AMOUROUX, Henri: *Les Beaux Jours des Collabos*. France Loisirs, Paris, 1978.  
ANONYME 1948 = ANOYME: *Vae victis ! Ou deux ans dans la LVF. Le jeune parque*, Paris, 1948.  
BENE, 2012 = BENE Krisztián: *L'histoire de la collaboration militaire française dans la Seconde Guerre mondiale*. Codex, Talmont St-Hilaire, 2012.  
BROCHE 2002 = BROCHE, François: *L'armée française sous l'Occupation, tome 1*. Presses de la Cité, Paris, 2002.  
BRUNET 1986 = BRUNET, Jean-Paul: *Jacques Doriot: du communisme au fascisme*. Balland, Paris, 1986.  
DELARUE 1968 = DELARUE, Jacques: *Trafics et crimes sous l'Occupation*. Fayard, Paris, 1968.  
DUPONT 2002 = DUPONT, Pierre Henri: *Au temps des choix héroïques*. L'Homme libre, Paris, 2002.  
LABAT 2006 = LABAT, Éric: *Les places étaient chères*. Éditions du Lore, Paris, 2006.  
LAMBAUER, 2001 = LAMBAUER, Barbara: *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration*. Fayard, Paris, 2001.  
LARFOUX, 2008 = LARFOUX, Charles: *Carnet de campagne d'un agent de liaison. Russie hiver 1941-1942*. Éditions du Lore, Paris, 2008.  
RUSCO 1998 = RUSCO, Pierre: *Stoi! 40 mois de combat sur le front russe*. Grancher, Paris, 1998.  
SAINT-LOUP 1963 = SAINT-LOUP: *Les Volontaires*. Presses de la Cité, Paris, 1963.  
UGNVÁRY = UNGVÁRY Krisztián: *A magyar honvédség a második világháborúban*. Osiris, Budapest, 2005.